

Les services de garde d'enfants subventionnés : Un levier pour accroître la participation des mères au marché du travail au Sénégal¹

- Nabilatou Bouraïma & Fatou Cisse, Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), Sénégal

Introduction

La participation des femmes au marché du travail a considérablement progressé ces dernières décennies, portée par des avancées en matière d'éducation et une réduction des barrières sociales (Ortiz-Ospina et al., 2018 ; Amber et Chichaibelu, 2023). Cependant, cette évolution reste limitée au Sénégal, où le taux de participation des femmes est presque deux fois moins élevée que celles des hommes ne dépassant pas les 30% en 2023, contre environ 60% pour les hommes (ANSD, 2023). De plus, elles sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage, avec un taux de 32 % contre 10 % pour les hommes. Ces inégalités sont amplifiées par la répartition inégale des tâches domestiques, les femmes consacrant en moyenne 5 heures par

jour aux activités non rémunérées, contre seulement 2 heures pour les hommes, selon l'Enquête Nationale sur l'Emploi du Temps (ANSD et al., 2022).

Dans ce contexte, l'amélioration de l'accès aux services de garde d'enfants (SDG) pourrait être une solution efficace pour encourager l'emploi féminin. De nombreuses études montrent que l'accès à ces services permettrait à davantage de mères de rejoindre la population active (Halim et al., 2018 ; Vuri, 2016).

Cependant, depuis les années 2000, bien que le secteur des SDG a connu une expansion notable au Sénégal (Rayna, 2002), l'utilisation de ces services reste encore limitée en raison de leurs coûts élevés et accès difficile (OIT et WIEGO, 2020), ce qui semble



Dr. Nabilatou Bouraïma est Economiste-Chercheure et elle intervient en tant qu'Assistante de recherche au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale. Ces travaux portent sur diverses thématiques dont l'économie des soins, la pauvreté et les inégalités, le genre et l'élaboration de données probantes pour orienter les politiques publiques.

Contact:
ajoke.nb@gmail.com

¹ Cette note s'appuie sur le rapport de recherche "Impacts des coûts des services de garde d'enfants sur l'offre de travail des femmes et la fréquentation des services au Sénégal" réalisé en 2023 par Fatou CISSE et Nabilatou BOURAIMA dans le cadre du programme de recherche CEDEF Afrique de l'Ouest financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) dans le cadre du projet «Croissance économique et autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest».

encore freiner l'emploi des mères sénégalaises.² La décision des femmes de travailler n'est donc pas toujours un véritable choix, car les coûts des SDG les contraignent souvent à accepter d'assumer une part importante des tâches domestiques (Schochet, 2019 ; Komatsu et al., 2018).

Des études menées dans les pays développés montrent d'ailleurs que des coûts élevés peuvent limiter l'utilisation des SDG et freiner la participation des femmes au marché du travail (Hagiwara, 2016). Cependant, peu d'évidences existent sur cette dynamique dans les pays en développement (Halim et al., 2021). L'objectif de cette note analyse est donc d'analyser l'impact des coûts des SDG au Sénégal sur les décisions des femmes de participer au marché du travail et des ménages d'utiliser ces services.

Les analyses s'appuient sur les données de l'Enquête sur les Services de Garde des Enfants au Sénégal réalisée en 2022 par le CRES. L'enquête porte sur un échantillon de 1041 femmes âgées de 15 ans et plus ayant des enfants de 0 à 6 ans et 242 établissements de garde dans dix régions du Sénégal. Les établissements sont répartis en sept groupes : les cases des tout-petits (23,89 %), les garderies (20,6 %), les classes préscolaires à l'élémentaire (17,6 %), les écoles maternelles (14,7 %), les écoles communautaires (12,35 %), les crèches (7,83 %) et les daaras préscolaires (3,08 %).

De manière descriptive, les données montrent qu'un ménage sur six

(17,6%) utilise les SDG, avec un taux d'utilisation plus élevé en milieu urbain (18,34%) qu'en milieu rural (15,12%). Moins de la moitié des femmes de l'échantillon travaillent (44,33%), avec une légère prédominance en milieu urbain. Parmi les non-utilisateurs, 45,11% citent le manque de moyens financiers comme raison principale. En effet, les frais mensuels moyens s'élèvent à 25 502 FCFA, variant de 3 972 FCFA (pour les cases des tout-petits) à 152 167 FCFA (pour les crèches). Environ 75,6% des mères utilisatrices rapportent une influence positive des SDG sur leur vie. Parmi celles-ci 42% indiquent une réduction du temps consacré aux tâches domestiques de 3 heures par jour en moyenne et 40,3% confirment avoir augmenté leur temps de travail rémunéré de 4 heures par jour en moyenne grâce à la fréquentation des établissements préscolaires.

Analyse empirique de l'impact des coûts des SDG sur les choix des femmes de travailler et des ménages d'utiliser ces services

Dans un premier temps, nous modélisons, sous forme de choix binaires, les décisions de travailler des mères ou tutrices d'enfants de 0 à 6 ans et celle des ménages d'utiliser les SDG. Le modèle est estimé en contrôlant certaines caractéristiques sociodémographiques telles que le salaire horaire de la mère, le revenu ainsi que le nombre d'enfants dans le ménage, classés par âge.



Fatou Cisse est maître de conférences en économie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et chercheuse au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES). Ses principaux domaines de recherche sont la politique fiscale, la croissance, la distribution, la protection sociale, l'économie des soins, l'économie verte et le genre. Elle est co-coordinatrice du Forum sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest (FAUEFAO) et membre du comité exécutif du réseau des think tanks de l'UEMOA.

Contact:
fatcis2@gmail.com

² En effet, entre 2013 et 2019, le nombre d'établissements de SDG a augmenté de plus d'un tiers, passant de 2620 à 3453 (DPRE, 2018). Cependant, l'accès à ces services reste faible, avec un taux de préscolarisation qui est passé de 15,8% en 2013 à seulement 17,6% en 2019 (DPRE, 2018 ; ANSD, 2022).

- *Les coûts élevés des SDG influencent négativement la participation des femmes au marché du travail.*

Les résultats montrent une relation négative entre le coût des SDG et la probabilité que les femmes participent au marché du travail. Autrement dit, plus le coût des services de garde augmente, moins les mères sont susceptibles de travailler. Ces résultats corroborent les recherches antérieures, qui suggèrent que des coûts élevés peuvent limiter la participation des mères d'enfants en bas âge au marché du travail (Hagiwara, 2016).

- *Les coûts élevés des SDG réduisent aussi leur utilisation par les ménages.*

Les résultats révèlent également une relation négative entre les coûts des SDG et leur utilisation, ce qui indique une baisse de la probabilité pour les ménages d'y recourir à mesure que le coût augmente. Cette observation soutient les théories et recherches empiriques selon lesquelles les coûts d'accès peuvent restreindre la demande de SDG. En effet, lorsque le coût des services de garde devient trop élevé, les ménages préfèrent souvent assurer eux-mêmes la garde des enfants (garde maternelle) ou opter pour des alternatives plus économiques, telles que la garde par des proches (parents, voisins, amis) ou par du personnel domestique.

Simulations de l'impact des coûts des SDG sur les choix des ménages

Ensuite, nous avons poursuivi nos analyses avec des simulations de variation des coûts des SDG pour mesurer la sensibilité des décisions des femmes de travailler et des ménages d'utiliser les SDG. Nous

avons estimé à cet effet les élasticités-coûts, c'est-à-dire la variation suite à une augmentation de 1% du coût des SDG.

Les résultats montrent des élasticités de -0,11 pour la participation au marché du travail et de -0,33 pour l'utilisation des SDG sur l'échantillon global (voir [tableau 1](#)), suggérant une faible sensibilité des décisions des ménages aux coûts des SDG.

L'analyse selon le milieu de résidence révèle des différences notables avec une plus grande sensibilité aux coûts dans la région de Dakar.

Le milieu de résidence semble aussi jouer un rôle. A Dakar, l'élasticité pour la participation des femmes au marché du travail est de 0,61 et celle pour l'utilisation des SDG est de -1, tandis que dans les autres zones urbaines, elles sont de -0,20 et -1, respectivement. À l'inverse, les régions rurales montrent des élasticités plus faibles : -0,16 pour la participation et -0,11 pour l'utilisation. Il est à noter que les élasticités de la participation des femmes au marché du travail dans les autres zones urbaines et en milieu rural ne sont pas significatives, de même que l'élasticité de l'utilisation des SDG en zone rurale (voir [tableau 2](#)).

- *Comparé aux autres types structures de garde d'enfant, la demande pour les daaras, qui offrent une éducation religieuse basée sur l'enseignement du Coran et des pratiques islamiques sont plus sensibles au coût..*

Lorsqu'on regarde les types de SDG de plus près, des résultats plus nuancés apparaissent. L'élasticité pour les daaras préscolaires semble être

particulièrement élevée (-2,51), ce qui pourrait indiquer une sensibilité plus forte à leurs coûts qu'aux autres types de SDG tels que les écoles maternelles (-0,56), les garderies (-0,52), ou encore les écoles communautaires (-0,32). Les daaras, qui offrent une éducation religieuse basée sur l'enseignement du Coran et des pratiques islamiques, semblent donc susciter une plus grande demande lorsque leurs coûts sont jugés abordables. La perception sociale de leur importance pour la socialisation des enfants pourrait en être une explication (Chehami, 2016).

- Une politique de subvention telle qu'une baisse du coût a peu d'impact sur les probabilités d'emploi des mères et d'utilisation des SDG par les ménages.*

Des études suggèrent qu'une subvention des SDG pourrait encourager davantage de femmes à travailler et augmenter l'usage de ces services (Clark et al., 2019 ; 2017). Pour tester cette hypothèse, nous avons simulé l'impact de réductions de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, puis 70% des coûts des SDG sur l'emploi des mères et l'utilisation des services. Une baisse de 70% correspond au coût moyen que

les ménages non-utilisateurs sont prêts à payer (Diagne et Isotima, 2023). Les résultats montrent qu'une réduction des coûts aurait un impact limité sur ces indicateurs (voir [tableau 1](#)).

Les mêmes simulations ont été effectuées pour les sous-échantillons de trois groupes de régions. Les résultats montrent que l'impact sur l'utilisation des SDG est légèrement plus élevé à Dakar qu'ailleurs (voir [tableau 2](#)). Toutefois, tout comme pour l'échantillon global, l'écart entre les probabilités reste faible entre les réductions de coûts de 25% et 70%, ce qui suggère que certains ménages n'utiliseront pas les SDG même avec des coûts très bas. À Dakar, une baisse du coût des SDG diminue légèrement la probabilité d'emploi des mères, ce qui laisse entendre qu'une réduction des coûts ne garantit pas leur entrée sur le marché du travail. En effet, notre enquête montre que seulement 40,28% des mères utilisatrices des SDG consacrent le temps gagné à une activité professionnelle, tandis que d'autres l'utilisent pour leurs soins personnels (47,79%), s'occuper des enfants (30,74%), réaliser d'autres activités (35,39%), suivre une formation (5,39%) ou se reposer (3,56%).

	Probabilité d'emploi	Variation (point de pourcentage)	Probabilité d'utilisation des SDG	Variation (point de pourcentage)
Base	44,33	-	16,67	-
-5%	45,16	0,83	19,17	2,5
-10%	45,23	0,90	19,40	2,73
-15%	45,28	0,95	19,53	2,86
-20%	45,31	0,98	19,63	2,96
-25%	45,33	1	19,71	3,04
-70%	45,45	1,12	20,05	3,38
Elasticité	-0,11*	-	-0,33***	-

Tableau 1 : Simulation de l'impact d'une réduction du coût des SDG

Note: Seuil de significativité :

*** $p<0,01$, ** $p<0,05$, * $p<0,1$.

Source : Cissé et Bouraima (2023).

	Dakar				Autres urbains				Rural			
	Emploi		Utilisation SDG		Emploi		Utilisation SDG		Emploi		Utilisation SDG	
	Probabilité	Variation	Probabilité	Variation	Probabilité	Variation	Probabilité	Variation	Probabilité	Variation	Probabilité	Variation
Base	51,61	-	26,61	-	43,23	-	13,70	-	42,67	-	15,34	-
-5%	47,03	-4,58	34,08	7,47	44,59	1,36	17,47	3,77	43,90	1,23	16,20	0,86
-10%	46,61	-5,00	34,77	8,16	44,73	1,50	17,82	4,12	44,01	1,34	16,28	0,94
-15%	46,36	-5,25	35,18	8,57	44,81	1,58	18,03	4,33	44,08	1,41	16,33	0,99
-20%	46,18	-5,43	35,46	8,85	44,87	1,64	18,17	4,47	44,12	1,45	16,36	1,02
-25%	46,05	-5,56	35,69	9,08	44,91	1,68	18,29	4,59	44,16	1,49	16,39	1,05
-70%	45,41	-6,2	36,72	10,11	45,11	1,88	18,81	5,11	44,33	1,66	16,51	1,17
Elasticité	0,61**		-1***		-0,20		-0,51***		-0,16		-0,11	

Tableau 2 : Simulation de l'impact d'une réduction du coût des SDG selon la zone de résidence

Note: Seuil de significativité : *** $p<0,01$, ** $p<0,05$, * $p<0,1$.

Source : Cissé et Bouraima (2023).

Principaux enseignements et implications politiques

Principaux enseignements

Les résultats montrent qu'au Sénégal, les coûts élevés des SDG limitent la participation des mères au marché du travail et leur utilisation. Cependant, contrairement aux études antérieures, nos prédictions indiquent qu'une réduction des coûts des SDG ne suffirait pas, à elle seule, pour stimuler l'emploi des femmes et l'utilisation des SDG. Par exemple, à Dakar, une baisse des coûts pourrait même réduire la participation au travail.

Martínez et Perticará (2017) soulignent que si les SDG facilitent l'emploi pour certaines femmes, des politiques complémentaires sont nécessaires pour celles ayant peu d'expérience professionnelle. Diallo et al. (2024)

identifient également d'autres obstacles, comme le faible niveau d'éducation, les risques liés aux trajets domicile-travail, et les normes sociales. Cela suggère que les choix des ménages dépendent de plusieurs facteurs, notamment la qualité des SDG, les préférences des parents, les normes sociales et les alternatives de garde, formelles ou informelles.

Quelles sont les implications politiques ?

Les résultats actuels suggèrent trois axes d'action : (1) élargir l'offre des SDG pour la rendre accessible à diverses catégories de femmes ; (2) sensibiliser les acteurs publics, privés et communautaires à l'importance des SDG dans les programmes d'autonomisation des femmes ; et (3) introduire des subventions ou la gratuité d'accès aux SDG pour les ménages, surtout en milieu rural.

Les analyses n'ont pas pris en compte l'impact du statut d'emploi (temps plein ou partiel) ni différencié selon l'âge de l'enfant, bien que les mères d'enfants plus âgés utilisent souvent des alternatives familiales aux SDG. Des recherches futures devraient approfondir les facteurs non financiers influençant l'utilisation

des SDG et la participation des mères au travail, examiner leur adaptabilité au contexte sénégalais, et proposer des ajustements en fonction des besoins professionnels des mères. Cela aidera les décideurs à mieux cibler les programmes préscolaires et à développer des subventions facilitant l'accès aux SDG pour les ménages.

Références

- Amber, H., & Chichaibelu, B.B. (2023). Patterns and Causes of Female Labor Force Participation: An Age–Period–Cohort Analysis for Pakistan. *Population Research and Policy Review*, 42, 20. <https://doi.org/10.1007/s11113-023-09751-9>.
- ANSD, UN Women, Women Count & AFD (2022). Enquête Nationale sur l'Emploi du Temps au Sénégal (ENETS).
- ANSD (2023). Enquête Nationale sur l'emploi au Sénégal : troisième trimestre 2023. Note d'informations.
- Chehami, J (2016). Les familles et le daara au Sénégal. Entre facteurs macrosociaux, stratégies collectives et choix individuels. *Afrique contemporaine*, 1(257), 77-89. DOI: 10.3917/afco.257.0077. URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2016-1-page-77.htm>.
- Cissé, F. & Bouraima, N. (2023). Impact des coûts des services de garde d'enfants sur l'offre de travail des femmes au Sénégal. Working paper. Projet CEDEF Afrique de l'Ouest financé par le CRDI.
- Clark, S., Kabiru, C. W., Laszlo, S., & Muthuri, S. (2019). The impact of childcare on poor urban women's economic empowerment in Africa. *Demography*, 56(4), 1247-1272. <https://doi.org/10.1007/s13524-019-00793-3>.
- Clark, S., Madhavan, S., Cotton, C., Beguy, D., & Kabiru, C. (2017). Who helps single mothers in Nairobi? The role of kin support. *Journal of Marriage and Family*, 79, 1186–1204.
- Diagne, A. & Isotima, D. (2023). Evaluation du consentement à payer des ménages sénégalais pour le recours ou l'allongement de la durée de services de soins à l'enfance. Working paper, Projet CEDEF Afrique de l'Ouest financé par le CRDI.
- Diallo, T. M., Araar, A., Dieye, A., Ngom, A., Tall, T. (2024). *Addressing context-specific barriers to female labor force participation in decent work in Senegal*. PEP Working Paper No.4. <https://portal.pep-net.org/document/download/39153>.

DPRE (2018). Rapport national sur la situation de l'éducation (RNSE). Edition 2018.

Halim, D., Johnson, H., Perova, E. (2018). Does Access to Preschool Increase Women's Employment? *East Asia and Pacific Gender Policy Brief*, No. 3, Washington, DC: World Bank.

Hagiwara, R. (2016). The Effect of Childcare Cost on Female Labor Supply and Use of Childcare Service. *International Journal of Economic Policy Studies*, Springer, vol. 11(1), pages 43-63.

Komatsu, H., Malapit, H. J., L. & Theis, S. (2018). Does women's time in domestic work and agriculture affect women's and children's dietary diversity? Evidence from Bangladesh, Nepal, Cambodia, Ghana, and Mozambique. *Food Policy*, 79, 256–270.

Martínez A., C., & Perticará, M. (2017). Childcare effects on maternal employment: Evidence from Chile. *Journal of Development Economics*, 126, 127-137. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2017.01.001>.

OIT & WIEGO (2020). Note de synthèse 3 - Etendre les services de garde d'enfants aux travailleurs et travailleuses de l'économie informelle : enseignements politiques tirés des expériences nationales.

ONU Femmes. (2022). Rapport Annuel 2021 ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre. *Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale*.

Ortiz-Ospina, E., Tzvetkova, S., & Roser, M. (2018). Women's employment. Published online at OurWorldInData.org. <https://ourworldindata.org/female-labor-supply>.

Rayna S, (2002), Implementation of the Integrated Early Childhood Policy in Senegal, *UNESCO Early Childhood and Family Policy Series* n°2, Paris.

Schochet L. (2019). The Child Care Crisis Is Keeping Women Out of the Workforce. Center for American Progress.

Thaddeus, K., Bih, D., Nebong, N., Chi, A., Mongo, E., Akume, A. & Onwumere, J. (2022). Female labour force participation rate and economic growth in sub-Saharan Africa: "a liability or an asset". *Journal of Business and Socio-economic Development*. Ahead-of-print. [10.1108/JBSED-09-2021-0118](https://doi.org/10.1108/JBSED-09-2021-0118).

Vuri, D. (2016). Do childcare policies increase maternal employment? *IZA World of Labor*, <https://doi.org/10.15185/izawol.241>.